

Ian Proud : Les sanctions anti-russes ne marchent pas - comment se termine la guerre en Ukraine

Ian Proud explique pourquoi les sanctions anti-russes ne fonctionneront pas, et également comment la guerre est susceptible de se terminer. Ancien diplomate britannique, Proud a occupé plusieurs postes, notamment celui de conseiller économique à l'ambassade du Royaume-Uni à Moscou entre 2014 et 2019. The Peacemonger : <https://www.youtube.com/@IanProud> Achetez les produits dérivés de Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Suivez le Prof. Glenn Diesen : Substack : <https://glenndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glenndiesen> Soutenez les recherches du Prof. Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du Prof. Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à nouveau. Nous avons aujourd'hui le grand privilège d'accueillir Ian Proud, diplomate britannique entre mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf et deux mille vingt-trois. Parmi ses fonctions, il a été conseiller économique à l'ambassade du Royaume-Uni à Moscou, où il a servi de deux mille quatorze à deux mille dix-neuf. Une partie de ses responsabilités consistait à superviser les sanctions britanniques contre la Russie. Merci donc d'être de retour dans l'émission. Je me suis dit qu'un bon point de départ serait justement les sanctions. En ce moment, on voit que l'Union européenne travaille d'arrache-pied pour faire adopter le vingt et unième paquet de sanctions. Il rencontre d'ailleurs une certaine opposition au sein de l'Union. Mais selon vous, comment évaluer ces sanctions contre la Russie, à la fois dans leur objectif et dans leur efficacité ?

#Ian Proud

Alors, en termes d'objectif, d'abord, les sanctions britanniques et européennes, qui ont commencé au même moment en deux mille quatorze, ont le même but : amener la Russie à mettre fin à ses activités en Ukraine. Quelle que soit la manière dont on les décrit, pour les Européens et les Britanniques, cela veut dire mettre fin à la guerre, et sans doute se retirer d'Ukraine. Mais, vous savez, ces sanctions sont en place depuis douze ans. Et si c'est bien leur objectif, il faut se demander si elles ont réussi. Clairement, non, douze ans plus tard. Une autre façon d'aborder cet objectif serait peut-être, tout simplement, de parler directement avec la Russie.

Ce que je dis souvent, c'est qu'en réalité, les sanctions sont devenues une sorte de substitut au dialogue. Comme on ne veut pas engager de négociations diplomatiques avec la Russie, comme on ne veut pas lui parler, eh bien, on impose des sanctions. Mais malheureusement, ces sanctions ne remplissent pas leur objectif, parce que la guerre continue, et on ne parle toujours pas à la Russie. Donc, sur le plan stratégique, elles n'ont pas été efficaces. Et si on regarde maintenant leur efficacité économique réelle, on doit bien reconnaître que, depuis environ deux mille dix-sept, les sanctions ont sans doute davantage pénalisé l'Europe et le Royaume-Uni qu'elles n'ont pénalisé la Russie.

#Glenn

Alors, comment expliquer cette continuité ? Je veux dire, on en est quand même au vingt et unième paquet. Au bout d'un moment, on peut se demander : à quoi ça sert ? S'ils avaient vraiment eu quelque chose d'efficace à sanctionner, ils l'auraient fait dès les vingt premières fois. Mais alors, est-ce parce qu'ils n'ont plus d'autres moyens ? Parce qu'ils refusent de parler à l'adversaire ? Ou bien, pourquoi continuer à s'entêter encore et encore ?

#Ian Proud

Eh bien, on attribue à tort à Albert Einstein cette phrase selon laquelle la folie, c'est de faire sans cesse la même chose en espérant un résultat différent. En réalité, je pense que les responsables politiques européens et britanniques n'ont pas vraiment d'idée sur la façon de traiter ce problème. Ils ne veulent pas parler à la Russie, et ils ne veulent pas non plus faire la guerre à la Russie. Du coup, il ne leur reste qu'une seule option : les sanctions. Et même si ces sanctions ne sont pas vraiment efficaces, c'est toujours, à leurs yeux, mieux que de dialoguer avec la Russie. Donc, tout ça devient très vite un cercle vicieux. De toute évidence, ça ne fonctionne pas, mais malgré tout, l'inertie bureaucratique du système pousse à répéter encore et encore le même cycle, même si ça ne change absolument rien.

Je sais que ça paraît complètement illogique, et bien sûr, ça l'est. Mais au fond, tout ça vient d'un manque total d'idées, en Occident, sur la façon de mettre fin à la guerre. Et évidemment, plus la guerre dure, plus il leur devient difficile d'y mettre un terme. Parce qu'à la fin, leurs efforts apparaîtront comme un échec. Tu as parlé du vingt et unième paquet de sanctions. En réalité, c'est seulement le vingt et unième depuis le début de la guerre. En fait, il y en a eu bien d'autres, qui remontent jusqu'à deux mille quatorze. Et à aucun moment, on n'a vraiment eu l'impression qu'ils allaient réussir à convaincre la Russie de renoncer à défendre ce qu'elle considère comme ses intérêts stratégiques essentiels en Ukraine.

#Glenn

Le vrai problème ici, c'est ce refus de parler à la Russie. Et encore une fois, c'est une rupture totale de la diplomatie. Parce qu'on le sait, il y a beaucoup d'éléments qui montrent que, même si les deux

camps se contentaient de discussions de base, ça améliorerait déjà les chances d'avancer vers la paix. On comprendrait mieux ce que veut l'autre, quelles sont ses préoccupations en matière de sécurité, et où un compromis pourrait être trouvé. On aurait aussi des attentes plus réalistes. Et puis, on redonne un visage humain à son adversaire. Comment se fait-il qu'après quatre ans et demi, les dirigeants européens continuent de boycotter la diplomatie ?

Je veux dire, au moins sous Trump, les Américains avaient commencé à parler avec la Russie. Bien sûr, ça n'a rien donné, mais au moins, ils parlaient à leur adversaire. C'est quand même le minimum, surtout quand on est en guerre, ou dans une guerre par procuration, ou quelle que soit la forme du conflit actuel, face à la plus grande puissance nucléaire du monde. Pourquoi est-ce qu'il serait impossible de parler ? En principe, la position de l'Union européenne a toujours été que, s'il y a un conflit, la première étape, c'est d'ouvrir le dialogue. Et ça, on le sait, c'est toujours le premier pas, même si ça ne mène nulle part. Alors comment expliquer qu'à vingt-sept, aucun dirigeant ne veuille parler à l'adversaire ?

#Ian Proud

Eh bien, pour répondre à cette question, le mieux, c'est de réfléchir à ce qu'est vraiment la politique étrangère. Et la politique étrangère, ce n'est pas la même chose que la diplomatie. Vous savez, la diplomatie, c'est l'outil qu'on utilise pour faire avancer sa politique étrangère.

#Glenn

Les Européens, à chaque fois qu'on écoute leurs dirigeants, on entend la même chose : leur politique étrangère, c'est de vaincre la Russie.

#Ian Proud

En réalité, même s'il n'y a pas de véritable preuve que l'Ukraine puisse gagner la guerre — bien au contraire —, la politique européenne et britannique semble consister à faire preuve de patience stratégique et à attendre que la Russie s'effondre sous la pression des sanctions économiques, qui, comme je l'ai déjà dit, ne fonctionnent pas vraiment, des pertes militaires sur le champ de bataille, et ainsi de suite. Eh bien, si c'est ça la politique étrangère, alors, implicitement, la diplomatie n'est pas nécessaire, puisqu'elle ne fait pas partie de cette équation.

Ce n'est vraiment que quand la politique étrangère change qu'on peut espérer voir de la diplomatie. La politique étrangère devrait être : comment peut-on assurer la paix en Ukraine ? Ce serait une politique étrangère rationnelle. Quelle est la voie la meilleure, la plus rapide et la moins destructrice pour l'Ukraine, pour mettre fin à cette guerre dévastatrice ? Si c'était ça, la politique étrangère, alors les dirigeants européens décideraient vite qu'il faut, en effet, de la diplomatie. Mais ce n'est pas le cas. Ramener la paix en Ukraine n'est pas la politique étrangère actuelle, et donc, la diplomatie n'est pas jugée nécessaire.

#Glenn

Oui, la « patience stratégique », ce terme... je me souviens que Boris Johnson l'avait utilisé en deux mille vingt-deux, après avoir torpillé l'accord de paix d'Istanbul. Il était sorti, je crois que c'était dans le Wall Street Journal, avec des articles où il expliquait, en gros : on n'a pas besoin d'une mauvaise paix, il faut faire preuve de patience stratégique. Pour moi, c'est un mot-code pour dire « guerre longue ». Et encore une fois, beaucoup des récits que l'Europe a adoptés semblent aller exactement dans ce sens : une guerre qui dure. Mais pour quoi faire ? À quoi ressemble la victoire pour les Européens aujourd'hui ? Veulent-ils la destruction de la Russie ? Un changement de régime à Moscou ? Ou simplement une Russie affaiblie ? Souhaitent-ils un puissant proxy ukrainien ? Quel est, au fond, l'objectif ?

#Ian Proud

Eh bien, un peu tout ça à la fois. Je veux dire, Kaja Kallas a déclaré à plusieurs reprises qu'elle voulait voir la Russie se désintégrer, ce qui est une déclaration complètement fantaisiste pour, apparemment, la principale diplomate européenne. Plusieurs dirigeants européens ont dit la même chose, y compris Alexander Stubb, qu'ils voulaient voir la Russie affaiblie. D'autres ont affirmé que tout cela ne pourrait vraiment se terminer que lorsque Poutine partirait et que son régime serait renversé. Donc, si on regarde l'ensemble, on retrouve ces idées un peu partout. Mais la vraie question, c'est : est-ce que c'est probable ? Est-ce réaliste d'imaginer que la Russie va se fragmenter en plusieurs parties ? Comme vous l'avez dit, on parle quand même de la plus grande puissance nucléaire du monde. Et moi, j'ai vécu en Russie pendant quatre ans et demi.

C'est un pays incroyablement complexe et divers, d'une manière que la plupart des gens qui n'ont jamais mis les pieds en Russie ne comprennent pas vraiment. Mais en même temps, c'est un pays très uni, et ce sentiment de menace extérieure y est très fort. C'est pourquoi, à la surprise de beaucoup en Europe, Poutine reste étonnamment populaire, surtout si on le compare aux dirigeants européens. Ça ne veut pas dire qu'il n'y a pas de pression politique intérieure en Russie. Bien sûr qu'il y en a. Et bien sûr que la guerre a un coût. Mais un changement de régime n'a jamais vraiment semblé probable. Voilà. Quant à l'idée d'un éclatement du pays, elle paraît tout simplement absurde. Et sur la question de l'affaiblissement, eh bien, sur le plan économique, la Russie s'en est plutôt bien sortie, malgré des milliers et des milliers de sanctions.

Vous savez, sur le plan économique, la Russie se retrouve aujourd'hui dans une position bien plus résiliente que le reste de l'Europe et que le Royaume-Uni. Et ça, c'est le résultat d'environ douze ans à naviguer dans des défis géoéconomiques complexes, pas seulement à cause des sanctions, mais aussi à cause des variations du prix du pétrole et de la pandémie de Covid. Ce que beaucoup de gens ne réalisent pas, c'est que la Russie dispose d'une équipe de politique macroéconomique très compétente, d'une gouverneure de banque centrale extrêmement solide, et d'un ministre des Finances en poste depuis deux mille quatorze. Les gens pensent souvent que la Russie est dirigée

par des incompetents qui ne savent pas gérer l'économie. En réalité, au Royaume-Uni comme dans les pays européens, on a vu les ministres défiler les uns après les autres.

J'ai fait un petit calcul : depuis le début de la crise en Ukraine, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni ont eu vingt-trois ministres des Finances différents. La Russie, elle, n'en a eu qu'un seul. Résultat, la Russie a bénéficié d'une clarté politique remarquable, et c'est ce qui lui a donné une vraie résilience économique — chose qu'on ne retrouve pas en Europe ni au Royaume-Uni. Et pour revenir rapidement sur la question de la patience stratégique, en réalité, chaque État européen est gouverné par les cycles électoraux et médiatiques. Même Boris Johnson, qui a perdu le pouvoir moins de quatre mois après avoir fait cette déclaration... Nos dirigeants changent tellement souvent que l'idée même de patience stratégique est une illusion. Les électeurs veulent autre chose, les ministres passent, et l'idée qu'un fil conducteur stratégique puisse survivre à ces changements constants est, franchement, absurde.

#Glenn

Eh bien, le fil conducteur dans ce que vous dites, c'est cet espoir d'un changement de régime à Moscou. Et en effet, en deux mille vingt-deux, après que les États-Unis et le Royaume-Uni ont de nouveau saboté l'accord d'Istanbul, on a vu beaucoup de déclarations, non seulement venant des États-Unis, mais aussi du Royaume-Uni, laissant entendre que le seul résultat acceptable serait un changement de régime à Moscou. Et je me demande : pourquoi cette obsession de voir Poutine partir ? Est-ce parce qu'on part du principe que la Russie serait plus faible, plus divisée, plus vulnérable sans lui ? Ou bien est-ce l'idée que, si Poutine s'en va, on obtiendrait un nouveau Yeltsine pro-occidental, quelqu'un prêt à faire des concessions unilatérales, mû par un désir sans fin d'appartenir à l'Occident politique ?

#Ian Proud

Eh bien, je veux dire, tout ça est devenu très personnalisé, à un certain niveau. Comme souvent dans l'histoire, d'ailleurs. Vous savez, Poutine, c'est le Goliath, et Zelensky, c'est la figure de David. En fait, on a besoin d'un héros, et on a besoin d'un méchant. Et en ce moment, Poutine, c'est notre méchant. Mais rien ne dit que si quelqu'un remplaçait Poutine, on l'aimerait davantage. Et de toute façon, on n'a aucun contrôle sur la personne qui pourrait le remplacer, s'il devait partir. Il y a même de fortes chances que ce soit quelqu'un que l'Occident apprécierait encore moins qui arrive au pouvoir. Alors la vraie question, c'est : pourquoi insiste-t-on autant pour pousser dans cette direction ? Vous savez, la CIA et le MI6 ont une longue histoire de changements de régime, qui remonte à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Et ça n'a jamais vraiment marché dans de petits États d'Amérique latine sous-développés, ou dans des États européens de ce type. Alors, comment peuvent-ils sérieusement s'attendre à ce que ça fonctionne en Russie ? Un pays immense, complexe, économiquement prospère, militairement puissant... C'est clairement une idée absurde, et il faudrait y renoncer. Ce à quoi on devrait vraiment

réfléchir, c'est à la manière de surmonter nos problèmes de fond, qui se sont évidemment aggravés au cours des douze dernières années, et de trouver un moyen de coexister. Pas forcément d'être amis, mais de coexister pacifiquement, de façon à ce que nos intérêts, ceux de la Russie, et ceux de l'Ukraine d'ailleurs, ne soient pas mis en danger.

Personne, en réalité, ne fait ce travail de réflexion en Occident, pour revenir à la politique étrangère. On reste enfermés dans cette idée, une idée illusoire à mon avis, qu'on pourrait d'une manière ou d'une autre vaincre la Russie. Et on se dit que si on attend encore un peu, si on donne à Zelensky quelques milliards de plus, si on renvoie encore des hommes ukrainiens depuis l'Europe pour se battre, si on ne se laisse pas distraire par tous ces scandales à répétition autour de Zelensky et qu'on garde les yeux sur le vrai ennemi, alors, au bout du compte, tout ira bien. Eh bien, moi, je ne crois pas que tout ira bien. L'Ukraine ne peut pas gagner cette guerre. L'Ukraine est en train de devenir un État failli, vidé de sa population, à cause d'une guerre qu'on les a encouragés à poursuivre. Et franchement, c'est honteux qu'on ait fait ça.

#Glenn

Alors, quel est donc le plan de paix des Européens ? Parce que les sanctions... en général, on les évalue selon leur capacité à créer de la pression, pour provoquer un changement de comportement économique. Mais souvent, on a l'impression que ces sanctions ne sont qu'une forme de coercition économique. Autrement dit, que l'objectif, c'est simplement d'affaiblir la Russie. Ils parlent d'affaiblir la machine de guerre de Poutine, parce que c'est le langage qu'ils utilisent. Donc, encore une fois, leur manière de mesurer l'efficacité, c'est essentiellement d'affaiblir la Russie. Mais alors, quel est le chemin vers la paix, ici ?

#Ian Proud

Il n'y a pas de voie vers la paix. Les dirigeants européens ont... enfin, ils ont parlé, peut-être, d'un dialogue possible avec la Russie au cours des, je dirais, huit derniers mois, depuis la fin de l'année dernière, quand la Belgique a bloqué le détournement des avoirs russes immobilisés chez Euroclear. Il y a eu quelques discussions, mais ça n'a jamais vraiment pris forme. Les dirigeants européens sont fondamentalement opposés à l'idée même de dialogue. Et donc, à cause de ça, la paix ne fait pas partie de leur plan. Ce qu'ils envisagent, c'est la défaite, pas la paix. Il n'y a donc pas de plan, Glenn. J'aimerais qu'il y en ait un, mais non. Personne ne parle de paix. Et donc, personne n'a besoin de parler à la Russie pour instaurer la paix.

Donc, il n'y a pas de plan. Et pour ce qui est des sanctions... j'ai beaucoup étudié la question, parce que j'ai travaillé longtemps sur ce sujet. Et franchement, elles n'ont pratiquement aucun effet sur la Russie. À part renforcer l'idée, du côté russe, que ces sanctions visent avant tout à affaiblir le pays. Du coup, toute concession face aux sanctions serait perçue comme un signe de faiblesse, et ça, ils ne peuvent pas se le permettre. Ils estiment qu'ils doivent continuer la guerre en Ukraine jusqu'à ce que les dirigeants européens soient prêts à vraiment discuter et à proposer un plan de paix. Mais

pour l'instant, on semble encore très loin du moment où les dirigeants européens seront prêts à lever les yeux et à reconnaître cette réalité.

#Glenn

Parce qu'à chaque fois qu'ils envoient des armes ou qu'ils imposent de nouvelles sanctions, l'argument est toujours le même : il faut présenter ça comme un effort pour vaincre la Russie. Et il faut toujours le dire avec un langage de paix. Donc, officiellement, c'est toujours pour pousser la Russie à venir à la table des négociations. Mais encore une fois, ça paraît être un argument assez trompeur, parce que la Russie, elle, est déjà à la table des négociations. Elle est prête à parler avec les Européens. Elle veut discuter de l'architecture de sécurité européenne, ou plutôt de son absence, qui a justement déclenché cette guerre. Ce sont les Européens, en réalité, qui ne viennent pas à la table des négociations. C'est donc un argument assez étrange à avancer. Mais j'aimerais quand même vous demander : comment voyez-vous la fin de cette guerre ? On n'a pas de boule de cristal, bien sûr. Je sais qu'il y a des dizaines de facteurs qui entrent en jeu. Mais selon vous, dans quelle direction allons-nous ?

#Ian Proud

La grande inconnue, c'est la capacité de Poutine à encaisser avant de franchir un cap qui impliquerait une escalade massive du côté de l'OTAN, en attaquant directement l'Alliance. Personnellement, je n'ai jamais vraiment pensé que c'était quelque chose qu'il souhaitait faire, parce qu'à long terme, je crois qu'il garde l'espoir d'une forme de relation, quelle qu'elle soit, avec l'Europe. Mais à court terme, je vois clairement un risque d'escalade, surtout avec ces frappes de plus en plus profondes, non seulement menées par l'Ukraine, mais aussi encouragées par l'Occident, qui lui en donne les moyens. Donc, en ce moment, oui, il y a un vrai risque d'escalade.

Et je pense que, pour l'instant, l'escalade va se poursuivre à l'intérieur même de l'Ukraine, parce qu'il reste encore plusieurs échelons à gravir sur l'échelle de l'escalade. Cela suppose donc une aggravation du conflit pendant l'hiver. En partant du principe que Zelensky veut continuer à se battre — et tout indique qu'il le veut —, puisqu'il n'aura plus de poste une fois la guerre terminée. Kiev sera plongée dans le noir. Il n'y aura plus de chauffage. Les mêmes conditions, en pire, vont s'appliquer, avec la Russie qui reprendra ses bombardements stratégiques sur les villes ukrainiennes. Et tout le monde dira : « Oh, la Russie est vraiment terrible », et donc, il faudra donner encore plus d'argent à l'Ukraine.

La guerre va continuer. Je pense qu'elle va se poursuivre jusqu'à l'année prochaine. Ça fait d'ailleurs plusieurs mois que je le dis. Mais je crois qu'à terme, l'Europe va manquer de moyens économiques et de légitimité politique pour la poursuivre beaucoup plus longtemps. Les électeurs vont de plus en plus dire : eh bien, maintenant, c'est clair que ça nous fait plus de mal, à nous et à nos intérêts, que ça n'en fait à la Russie. Et on finira par écarter des dirigeants comme Macron en France, en deux mille vingt-neuf, et d'autres en Allemagne. Donc, à mon avis, l'Europe va manquer à la fois d'argent

et de légitimité politique pour continuer cette guerre sans une forme de réaction des citoyens européens.

Je pense que l'Europe va devoir céder, qu'elle va devoir trouver un accord. Mais ce sera très, très douloureux, parce qu'elle a toujours affirmé qu'elle gagnerait... et elle n'a pas gagné. Donc, politiquement, ça va être très compliqué en Europe, parce qu'ils auront échoué, et tout le monde verra qu'ils ont échoué. Les Ukrainiens se sentiront blessés, trahis par ce processus. Et les Russes, eux, tendront la main, feront un geste de paix. On ne sait pas vraiment si les Européens voudront l'accepter, mais ils devraient. Bref, la situation en Europe va être très complexe, très désordonnée. Mais je pense qu'au final, l'Europe cédera avant la Russie. Et c'est, en fait, la position que je défends depuis le tout début.

#Glenn

Mais qui pourrait tomber en premier, les États européens ou l'Ukraine ? Parce que l'Ukraine aussi commence à être vraiment épuisée. Elle a ses problèmes économiques, ses divisions sociales qui s'aggravent. Sur le plan militaire, elle a du mal sur les lignes de front, que ce soit en effectifs ou en matériel. Et maintenant, on a une crise politique. Je me demande aussi ce que vous pensez de la rupture entre Syrskyi et Fedorov. Est-ce que quelqu'un pourrait finir par renverser Zelensky ? Parce qu'en ce moment, il n'est pas très populaire non plus.

#Ian Proud

Non, pas du tout. Mais il a ce truc où il est plus populaire dans les capitales européennes que dans la sienne. Malheureusement, comme tu le sais, Glenn, l'État ukrainien est devenu de plus en plus répressif envers ses propres citoyens.

#Glenn

Et en fait...

#Ian Proud

Vous savez, c'est devenu une population très âgée maintenant. Beaucoup de jeunes sont déjà partis. Et en fait, les gens qui restent, il y a parmi eux des éléments assez extrémistes. Donc, la possibilité de réprimer ceux qui sont encore là reste assez forte. Personnellement, je pense qu'il pourrait y avoir, à un moment donné, une sorte de mouvement interne pour écarter Zelensky, une sorte de coup de palais ou quelque chose comme ça. Mais lui, il va se battre bec et ongles pour garder le pouvoir et, vous savez, devenir encore plus répressif. Les médias occidentaux ne le critiqueront pas pour ça.

Je veux dire, même aujourd'hui sur la BBC, il y avait un reportage scandaleux sur la « busification ». Ça commençait par une histoire tragique, celle d'un recruteur qui s'était fait tabasser par quelqu'un qu'il essayait justement de « busifier ». Et franchement, la façon dont on parle de la répression ukrainienne en Occident est devenue complètement déformée. Les dirigeants occidentaux vont continuer à soutenir Zelensky quoi qu'il arrive. Alors oui, il pourrait y avoir un coup de palais. Je pense que sans Zelensky, il n'y aurait plus de guerre, parce que n'importe qui le remplacerait verrait bien qu'il est temps d'arrêter tout ça. Mais bon, Zelensky, lui, ne partira pas sans se battre.

#Glenn

C'est intéressant. D'abord, ils nient, puis ils passent à la justification. Parce qu'au début, la « busification », c'était soi-disant de la propagande russe. Et ensuite, ça devient : « Eh bien, vous savez, c'est ce qu'il faut faire pour gagner la guerre. » C'est un peu comme avec la forte présence d'éléments fascistes. Au départ, tout ça, c'était encore de la propagande russe. Puis il y a eu la réaction polonaise. Et maintenant, comme on ne peut plus le nier, le discours glisse vers : « Oui, bon, vous savez, fascistes ou combattants de la liberté... au fond, qui peut vraiment dire la différence ? » Donc, on en est à la phase de blanchiment. Mais si on regarde les choses de plus près, un élément clé de cette guerre, ce qui l'a provoquée, c'est l'effondrement de l'architecture de sécurité paneuropéenne. Autrement dit, l'expansion de l'OTAN, que pendant des années on reconnaissait comme un facteur que les Russes voyaient très défavorablement, voire comme une menace existentielle. Alors, selon vous, quel avenir pour l'OTAN aujourd'hui ?

#Ian Proud

Eh bien, je pense que l'OTAN — je la vois un peu comme je vois les institutions de l'Union européenne — comme une entité fondamentalement bureaucratique, qui retire de la souveraineté à ses États membres. Et qui, au fond, a sa propre logique interne, son instinct de survie, son besoin d'exister et de gagner en pouvoir, exactement comme les institutions européennes. Le problème, en Europe, c'est que les gens ne pensent pas à l'OTAN de la même manière qu'ils pensent à l'Union européenne. Beaucoup de gens en Europe, y compris ici au Royaume-Uni, évidemment en France, et dans des pays comme la Suisse, qui est en dehors de l'Union, voient les institutions européennes comme fondamentalement antidémocratiques. Et je pense qu'ils ont raison, parce qu'elles ont accumulé beaucoup trop de pouvoirs.

Mais les gens ne voient pas l'OTAN de la même façon. Moi, je la vois exactement de la même manière qu'avant. Franchement, je ne vois aucun scénario dans lequel l'OTAN cesserait d'exister. Elle a trop de pouvoir de rassemblement. Les Américains y sont trop investis. Ils en tirent trop d'avantages, même s'ils tournent de plus en plus leur regard vers la région Asie-Pacifique. Je pense que son influence va s'affaiblir avec le temps, surtout si toute cette aventure en Ukraine s'avère être

un échec catastrophique. Ça, oui, ça affaiblira l'OTAN. Mais je ne la vois pas forcément disparaître. À mes yeux, les institutions européennes comme l'OTAN traversent plutôt une période de déclin maîtrisé qu'un effondrement total.

Mais ce que je pense qui va se produire davantage, c'est qu'on verra plus de collaboration militaire stratégique entre les grandes puissances militaires européennes. Et par là, je veux dire le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France et la Russie. S'il doit y avoir une forme d'accord, un accord militaire, entre les grandes puissances d'Europe, alors ce dialogue entre ces quatre pays doit avoir lieu. Et je n'inclus pas l'Ukraine là-dedans, même si, objectivement, l'Ukraine a aujourd'hui une armée plus importante que celle du Royaume-Uni. Mais enfin, c'est nous qui finançons tout ça. Ce n'est pas une situation normale... c'est presque comme un poulet de batterie qu'on aurait gavé aux stéroïdes et qui aurait doublé de taille en deux jours.

Je veux dire, on ne peut pas vraiment qualifier l'Ukraine de grande puissance militaire. Elle n'a pas la base économique ou industrielle, elle n'a pas non plus la densité de population, et en réalité, son armée est une armée de conscrits. Donc, je pense que les quatre principales puissances militaires devraient se regrouper et mettre en place une forme de dialogue en dehors du cadre de l'OTAN, pour poser les bases d'une régulation de la sécurité. Et peut-être que cela pourrait ensuite déboucher sur une compréhension plus large, un accord plus global sur la sécurité paneuropéenne et pan-eurasienne à l'avenir. C'est en tout cas ce que j'espère.

#Glenn

Une dernière question, dans un effort un peu désespéré pour finir sur une note positive : voyez-vous une possibilité, si cette guerre prend fin, ou dans le cadre d'un effort diplomatique pour y mettre fin, que l'on puisse vraiment avoir ces discussions, et peut-être même travailler à une nouvelle architecture de sécurité européenne ? En gardant à l'esprit que, au début des années quatre-vingt-dix, c'est exactement ce dont on parlait : comment construire une architecture de sécurité européenne inclusive, fondée sur la sécurité indivisible. À la place, on a choisi l'élargissement de l'OTAN, pour une paix hégémonique. Et aujourd'hui, on voit les États-Unis réduire leur intérêt pour l'Europe.

L'OTAN semblait avoir dépassé ses années de gloire. Le nouveau mot d'ordre, « hors zone ou hors jeu », a lui aussi perdu une partie de sa légitimité. Est-ce que vous voyez la possibilité, plutôt que d'essayer de créer une alliance strictement européenne, de faire un pas en arrière — enfin, disons trois décennies en arrière — pour réfléchir à la manière de dépasser la logique des blocs, et de construire une sécurité indivisible ? Ou bien, d'après votre expérience avec les diplomates britanniques et européens, est-ce que vous sentez un réel intérêt pour ce genre d'approche ?

#Ian Proud

Vous savez, à mon avis, c'est un peu un mythe de dire que l'OTAN a vraiment, au final, apporté la sécurité à l'Europe après la Seconde Guerre mondiale. Bien sûr, elle a joué ce rôle pendant la guerre froide. Mais je pense que ce qui a vraiment changé la donne, c'est autre chose. L'Europe, pendant des siècles, a été un continent marqué par les guerres entre États-nations. Et ce qui, selon moi, a vraiment fait bouger les choses, c'est l'ouverture des frontières entre les pays européens. Je ne parle pas forcément de la libre circulation, ou de ce genre de mécanismes. Je parle plutôt d'un niveau social, culturel, économique... des gens qui se rapprochent, qui se rencontrent.

Et je pense qu'en fait, quand on met ça avant la politique et la sécurité, c'est beaucoup plus facile de créer une forme de compréhension commune, un sentiment partagé de communauté, au sens large, avec les États voisins. Et je crois que, vous savez, il devrait en être de même pour notre relation avec la Russie. Pendant toute la période où l'Europe se modernisait, où elle connaissait une croissance économique, eh bien, même si les calendriers n'étaient pas exactement les mêmes, la Russie faisait la même chose. Les citoyens russes veulent les mêmes choses que les citoyens européens. Je pense qu'en réalité, ce qu'il faut vraiment commencer par faire, c'est ouvrir les liens et les échanges entre les peuples.

Vous savez, d'abord, parce que, enfin, c'est la meilleure garantie de la paix. Toute cette idée d'un espace allant de Lisbonne à Vladivostok, c'est bien plus fort pour rapprocher les gens que de simplement le dire. Bien sûr, sur le plan de l'architecture, oui, un cadre commun de sécurité, d'accord, c'est très bien. Mais en réalité, si les gens ne cherchent pas à se rencontrer, à se comprendre, à voyager entre les pays, à entretenir des relations ouvertes — qu'elles soient économiques, culturelles ou autres —, tout le reste, vous savez, restera toujours chargé de tout un tas de choses qu'on n'arrive jamais vraiment à dépasser.

Je suis vraiment partisan d'ouvrir davantage les relations entre les nations, pour qu'on puisse mieux comprendre le peuple russe, et qu'eux aussi puissent mieux nous comprendre, grâce à des liens plus étroits. Et je pense que, si on peut revenir à ça une fois la guerre terminée, avec des frontières normales, plus ouvertes, pour qu'on ne diabolise pas les Russes quand ils viennent dans l'Union européenne, ce serait déjà un très bon point de départ. Mais bien sûr, à une échelle plus large, oui, un cadre commun de sécurité, ce serait évidemment une bonne chose. Cela dit, je crois qu'au fond, ce qui fera vraiment bouger les choses, c'est quand les gens se rencontreront, et qu'ils se rendront compte, en fait, qu'on veut tous la même chose.

#Glenn

Oui, eh bien, sur cette note plutôt positive, merci beaucoup d'avoir pris le temps, Ian. Et passe un très bel été.

#Ian Proud

Santé, et toi aussi, Glenn. Tous mes vœux. Profite bien de tes vacances.